

Pôle Régional Achats Patrimoine Développement Durable
2 rue d'Iéna – CS 70004
59043 LILLE Cedex
service.marches.ug-hdf@ugecam.assurance-maladie.fr

Fourniture de produits d'entretien
2025-26

Cahier des Clauses Administratives Particulières
(CCAP)

Type de procédure : AOO

SOMMAIRE :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 <i>Objet du marché</i>	4
1.2 <i>Type de marché</i>	4
1.3 <i>Mode de passation et forme du marché</i>	4
1.4 <i>Allotissement</i>	4
1.5 <i>Lieu d'exécution, contacts et de facturation</i>	4
1.6 <i>Normes</i>	5
ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES REGISSANT LE MARCHE	5
2.1 <i>Pièces particulières</i>	5
2.2 <i>Pièces générales</i>	6
ARTICLE 3 - DUREE DU MARCHE	6
3.1 <i>Durée et reconduction du marché</i>	6
3.2 <i>Début d'exécution du marché</i>	6
ARTICLE 4 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	6
ARTICLE 5 – DESCRIPTIONS TECHNIQUES DES PRESTATIONS ATTENDUES	6
ARTICLE 6 - PENALITES ET SANCTIONS	6
6.1 <i>Pénalités</i>	6
7.2 <i>Réfaction</i>	7
ARTICLE 8 – PRIX	7
8.1 <i>Prix du marché</i>	7
8.2 <i>Contenu des prix</i>	7
8.3 <i>Type de variation des prix</i>	8
8.4 <i>Mois d'établissement des prix</i>	8
8.5 <i>Clause de sauvegarde</i>	8
ARTICLE 9 – AVANCES	8
9.1 <i>Conditions de versement et de remboursement</i>	8
9.2 <i>Garanties financières de l'avance</i>	8
ARTICLE 10 - MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	8
10.1 <i>Présentation des demandes de paiement par le titulaire</i>	8
10.2 <i>Dispositions applicables en matière de facturation électronique</i>	9
10.2 <i>Modalités et délai de paiement</i>	10
10.3 <i>Stipulations applicables aux groupements</i>	10
ARTICLE 11 - OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION – DÉCISIONS APRÈS VÉRIFICATION	10
11.1 <i>Vérifications</i>	10
11.2 <i>Admission</i>	11
11.3 <i>Rejet des prestations</i>	11
ARTICLE 12 – CONDITIONS D'ACCES AUX BATIMENTS	11

ARTICLE 13 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	11
ARTICLE 14 - PLAN DE PROGRES	11
ARTICLE 15 - GESTION ET SUIVI DU MARCHE	12
15.1 Interlocuteurs du marché à la direction régionale	12
15.2 Forme des notifications et communication	12
15.3 Documents liés à l'exécution à fournir	12
ARTICLE 16 - MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE	12
16.1 Changement et dénomination sociale du titulaire	12
16.2 Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché	12
16.3 Cession, association, substitution, liquidation judiciaire	12
ARTICLE 17 – CONFIDENTIALITE	13
17.1 Confidentialité des données	13
17.2 Protection des données à caractère personnel	13
ARTICLE 18 – NANTISSEMENT	14
ARTICLE 19 – ASSURANCES	14
ARTICLE 20 – RESILIATION	14
20.1 Résiliation du marché	14
20.2 Résiliation du marché dans le cadre du dispositif d'alerte en matière de lutte contre le travail dissimulé	15
ARTICLE 21 - REGLEMENT DES LITIGES	15
22.1 Règlement à l'amiable	15
21.2 Mise en demeure	16
21.3 Règlement juridictionnel	16
ARTICLE 22 - DEROGATION AU CCAG	16
ARTICLE 23 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE	16
ARTICLE 24 - DEVELOPPEMENT DURABLE	17

PRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

L'UGECAM Hauts-de-France : Union pour la Gestion des Établissements des Caisses d'Assurance Maladie.

Les missions de l'UGECAM :

L'UGECAM Hauts-de-France gère 20 établissements, services sanitaires et médico-sociaux à destination d'adultes et enfants handicapés, de personnes âgées dépendantes, de patients en psychiatrie ainsi qu'en soins de suite et réadaptation.

Les missions de l'UGECAM sont les suivantes :

- Soigner, rééduquer toute personne en perte d'autonomie ou en situation de handicap, quel que soit son âge.
- Réinsérer dans la société les personnes isolées par le handicap ou la maladie
- Accompagner au quotidien les personnes âgées dépendantes et les personnes en situation de handicap lourd (physique ou mental).

Nom ou raison sociale de l'acheteur : UGECAM Hauts-de-France	Personne responsable du marché : Monsieur le Directeur Général
Adresse : 2 rue d'Iéna	CS 70004
Code postal : 59043	Ville : LILLE Cedex
Téléphone : 03.28.82.02.23	
Adresse de courrier électronique : service.marches.ug-hdf@ugecam.assurance-maladie.fr	Plateforme Dématérialisation : www.marches-publics.gouv.fr
Site internet : www.groupe-ugecam.fr/ugecam-hauts-de-france	

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la fourniture des produits d'entretiens pour les établissements de l'UGECAM Hauts-de-France.

1.2 Type de marché

Le présent marché est un marché de fourniture.

Il comprend également une partie de services comme la reprise des emballages et la formation aux produits fournis.

1.3 Mode de passation et forme du marché

Le marché public est passé selon l'**Appel d'Offre Ouvert** en application des articles R2124-2 et R2161-2 et suivants du Code de la Commande Publique.

1.4 Allotissement

La présente consultation comporte 13 lots.

1.5 Lieu d'exécution, contacts et de facturation

Lot	Établissements et contacts		Adresses
1	Centre Antoine de Saint Exupéry & MAS « Les Hélianthes	Geoffrey PHILIPPO – Directeur geoffrey.philippo@ugecam.assurance-maladie.fr Bertrand PLESSY – Directeur adjoint bertrand.plessy@ugecam.assurance-maladie.fr	Route de la Bassée 62880 VENDIN-LE-VIEIL 03.21.79.53.00
2	Clinique Le Ryonval	Jean-Philippe MOREAU – Directeur jeanphilippe.moreau@ugecam.assurance-maladie.fr Maël MACREZ – Directeur adjoint mael.macrez@ugecam.assurance-maladie.fr	182, route de Lens 62223 STE CATHERINE LES ARRAS 03.21.50.71.71
3	La Juvénery	Cathy DE SADELEER – Directrice cathy.desadeleer@ugecam.assurance-maladie.fr Gabrielle CAURET – Directrice adjointe gabrielle.cauret@ugecam.assurance-maladie.fr	85 route de Béthune 62223 STE CATHERINE LES ARRAS 03.21.60.77.60

4	La Molliere	Amélie MOREL-SOMON – Directrice amelie.morel-somon@ugecam.assurance-maladie.fr Claire CHÉRIF – Directrice adjointe claire.cherif@ugecam.assurance-maladie.fr	21 Boulevard de Paris 62600 BERCK SUR MER 03.21.89.07.07
5	CLRP & UEROS	Carole DENIS – Directrice carole.denis@ugecam.assurance-maladie.fr Julien DELANGHE – Directeur Adjoint julien.delanghe@ugecam.assurance-maladie.fr	3 rue du Docteur Charcot – CS 20001 59000 LILLE 03.20.10.43.60
6	EHPAD LES MAISONS BLEUES	Résidence Dampierre : Sandrine VUYE - Directrice sandrine.vuye@ugecam.assurance-maladie.fr	10 rue Dampierre 59100 ROUBAIX 03.20.75.41.40
		Résidence La Rose May : Christine GEERAERT – Directrice christine.geeraert@ugecam.assurance-maladie.fr	Rue Jules Boët 59700 MARCQ-EN-BAROEUL 03.20.55.06.99
		Résidence La Verderie : Anne-Sophie THERY – Directrice Annesophie.thery@ugecam.assurance-maladie.fr	40 rue Pasteur 59320 HAUBOURDIN 03.20.07.24.59
7	EHPAD Résidence des Pays de Somme	Florence BOURA – Directrice florence.boura@ugecam.assurance-maladie.fr	Rue Clodomir Ducroq 80520 WOINCOURT 03.22.26.40.56
8	Direction Régionale	François STIMOLO service.marches.ug-hdf@ugecam.assurance-maladie.fr	395 rue Courtois 59000 LILLE 03.59 51 11 28
9	CRF St Lazare	Karelle ROUFF – Directrice karelle.rouff@ugecam.assurance-maladie.fr Audrey BERANGER – Directrice Adjointe audrey.beranger@ugecam.assurance-maladie.fr	14 rue Pierre et Marie Curie 60000 BEAUVAIS 03.44.89.75.23
10	DITEP Aisne	Frédéric DUFLOT – Directeur frederic.duflot@ugecam.assurance-maladie.fr Pierre ROMA – Directeur adjoint pierre.roma@ugecam.assurance-maladie.fr	Unité de Mercin : 3 rue de la poste 02200 MERCIN & VAUX Unité de Chauny : 10 ter place du marché couvert 7 rue Drouot 02300 CHAUNY Annexe Chauny : 27 rue Marceau 02700 TERGNIER Unité de Fère : Résidence Clairbois 02130 FERE EN TARDENOIS Unité de Gauchy : 4 Allée Perret 02430 GAUCHY
11	DITEP Oise	Frédéric DUFLOT – Directeur frederic.duflot@ugecam.assurance-maladie.fr Pierre ROMA – Directeur adjoint pierre.roma@ugecam.assurance-maladie.fr	5ter rue Clément Ader 60200 COMPIEGNE Unité de Laigneville : 31 rue Ambroise Croizat 60290 LAIGNEVILLE Unité de Levignen : 36 rue du Valois 60800 LEVIGNEN Unité de Verneuil : 54 rue Victor Hugo 60550 VERNEUIL-EN-HALATTE
12	CRF VAL BLEU	Marie PIAT – Directrice marie.piat@ugecam.assurance-maladie.fr Stéphanie SOUFFLET - RAF stephanie.soufflet@ugecam.assurance-maladie.fr	57 avenue Désandrouin CS 50479 59322 VALENCIENNES CEDEX 03 27 46 22 98
13	Centre de Santé Dentaire de l'Artois	Aurélié BOULET – Responsable du CSD aurelie.boulet@ugecam.assurance-maladie.fr cds.ug-hdf@ugecam.assurance-maladie.fr	2 rue André Gatoux 62014 ARRAS 03 21 22 95 99

1.6 Normes

Les produits d'entretien faisant l'objet du présent marché, doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes. Il est recommandé des produits labélisés (label européen).

ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES REGISSANT LE MARCHE

Les documents contractuels régissant le contrat sont, dans l'ordre de priorité décroissant :

2.1 Pièces particulières

- L'Acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le descriptif des prestations et des fréquences ;
- Le mémoire technique.

2.2 Pièces générales

- Le Code de la Commande Publique,
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés des organismes de sécurité sociale,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (FCS).

ARTICLE 3 - DUREE DU MARCHÉ

3.1 Durée et reconduction du marché

Le présent contrat est conclu pour une période de 2 ans. Il pourra être reconduit tacitement, 2 fois, par période successive d'1 an, sans que la durée totale du marché ne puisse excéder 4 ans.

En cas de reconduction, le titulaire ne peut s'opposer et les dispositions du Code de la Commande Publique relatifs aux marchés publics seront applicables de plein droit.

Néanmoins, lorsque le marché arrivera à expiration et dans le cas où la procédure en cours pour le nouveau marché ne pourrait aboutir avant cette échéance, le présent contrat sera prorogé jusqu'à la conclusion du nouveau marché.

Au nom de la liberté contractuelle, le marché peut être dénoncé par l'UGECAM Hauts-de-France à tout moment avec préavis de 3 mois. Cette dénonciation est effectuée par lettre recommandée avec avis de réception.

La dénonciation n'ouvre droit à aucune indemnité au titulaire.

Au nom de la liberté contractuelle, le marché peut être dénoncé par l'UGECAM Hauts-de-France à tout moment avec préavis de 3 mois. Cette dénonciation est effectuée par lettre recommandée avec avis de réception postal. La dénonciation n'ouvre droit à aucune indemnité au titulaire.

3.2 Début d'exécution du marché

La date prévisionnelle de début des marchés est fixée au **1^{er} décembre 2025**, pour les lots 8 et 13.

La date prévisionnelle de début des marchés est fixée au **1^{er} février 2026**, pour les autres lots.

La date maximale de fin des marchés pour l'ensemble des lots est fixée au 31 janvier 2030.

Sur chaque site, une réunion de démarrage du marché avec le représentant de l'établissement permettra notamment de préciser les engagements contractuels, les interlocuteurs, l'organisation et les moyens mis en œuvre par le titulaire du marché et de transmettre toutes les informations et consignes nécessaires.

ARTICLE 4 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE

Les classifications principales et supplémentaires conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

3983 000-9 Produits de nettoyage

3922 4300-1 Balais, brosses et autres articles de nettoyage

ARTICLE 5 – DESCRIPTIONS TECHNIQUES DES PRESTATIONS ATTENDUES

Les spécifications techniques des produits au titre du présent marché sont précisées dans le CCTP.

ARTICLE 6 - PENALITES ET SANCTIONS

6.1 Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable les pénalités définies ci-dessous.

Dans le cas de résiliation d'un bon de commande ou du marché, les pénalités de retard sont éventuellement appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

Dans l'hypothèse où des difficultés se présenteraient fréquemment du fait de renouvellements de retards non justifiés et du non-respect des prestations demandées notamment, l'établissement aura la faculté de résilier le marché sans que l'opérateur économique puisse prétendre à une quelconque indemnité. La résiliation s'effectuera par lettre recommandée avec accusé de réception postal. Cette lettre fixera la prise d'effet. Le titulaire s'engage, pendant toute la durée du marché, à assurer pleinement la continuité du service.

En cas de défaillance de sa part, l'établissement peut faire assurer le service aux frais et risques du titulaire, par toute personne et tous moyens appropriés, conformément aux dispositions du CCAG/FCS.

Si, du seul fait du titulaire, les délais prévus au contrat sont dépassés, celui-ci encourt, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, des pénalités calculées selon les dispositions suivantes :

Prestations	Délai/Durée	Pénalités HT
Non-respect du délai de livraison Retard dans l'exécution Non-respect du calendrier mensuel	A compter du 1 ^{er} jour	5% par jour de retard appliqué sur l'ensemble du bon de commande concerné
Absences du titulaire aux réunions programmées	A compter du 1 ^{er} jour	80 € HT par personne et par absence
Problème qualité	A compter du 1 ^{er} jour	Considéré comme une absence de livraison
Absence de formations pour l'utilisation des produits	A compter du 1 ^{er} jour	200€ HT par produit
Retard dans la fourniture de divers documents (fiches techniques, suivis, contrôles, rapport, résultats,...)	A compter du 1 ^{er} jour	50€ HT par jour de retard

7.2 Réfaction

Conformément au CCAG, lorsque le Pouvoir Adjudicateur estime que les prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, elle peut prononcer une réfaction qui consiste en une réduction du prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Les décisions de réfaction ne peuvent être prises qu'après que le titulaire ou son représentant ait été convoqué pour être entendu. Ces décisions seront motivées et basées sur les documents de suivi de l'exécution des prestations à partir desquels les représentants de l'organisme opèrent leurs contrôles.

ARTICLE 8 – PRIX

8.1 Prix du marché

Le prix forfaitaire a un caractère absolu en ce qui concerne le marché de base.

Les prestations optionnelles seront facturées en appliquant les prix indiqués sur l'annexe financière. Ces prestations feront l'objet d'un bon de commande émis par la Direction de l'établissement.

Les prix indiqués dans l'ATTRI1 ou dans l'annexe financière comprennent toutes les dépenses de main d'œuvre, fournitures et transports nécessaires, tous les frais généraux, bénéfices, frais, charges sociales ou fiscales et taxes diverses de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

8.2 Contenu des prix

Les prestations seront réglées au moyen d'une facture et par application des prix figurant dans l'ATTRI1 ou dans l'annexe financière.

Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'ATTRI1, le soumissionnaire prendra soin de signaler par écrit à l'UGECAM Hauts-de-France toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans l'exécution prévue.

En aucun cas, le titulaire ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du DCE pour justifier une demande de supplément.
Les anomalies survenant au cours du marché et ne pouvant être considérées comme cas de force majeure seront réputées être comprises dans l'économie du marché.
Les comptes seront réglés d'après les prix forfaitaires et unitaires.
Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales et parafiscales de toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

8.3 Type de variation des prix

Le contrat est traité à prix ferme pour une année par rapport au montant retenu à l'ATTRI1.

Au-delà de la première année, les prix pourront être révisés annuellement par le titulaire de la manière suivante :

$$P = P_0 \frac{(0,15 + 0,85 I)}{I_0}$$

P = nouveau prix

P₀ = prix retenu à l'ATTRI1

Mois de référence : indice du mois de date limite de remise des prix. (I₀)

Indice de référence : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 20.41 – Savons, détergents et produits d'entretien - Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764147

Le titulaire joindra en annexe de sa facturation le détail du calcul et des indices utilisés.

8.4 Mois d'établissement des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres.

8.5 Clause de sauvegarde

La hausse du prix résultant de son ajustement ne peut être supérieure au taux d'évolution budgétaire imposé aux établissements par leur autorité de tarification.

Si la hausse du prix excède 2 % par an, le marché pourra être résilié par l'UGECAM Hauts-de-France sans préavis et sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité, par dérogation à l'article 24.1 du CCAG-FCS.

ARTICLE 9 – AVANCES

9.1 Conditions de versement et de remboursement

Le présent marché et les conditions requises par les articles R2191-3 à R2191-22 du Code de la Commande Publique n'étant pas susceptibles d'être réunies lors de l'émission des bons de commandes, il ne sera versé aucune avance au titulaire.

9.2 Garanties financières de l'avance

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

ARTICLE 10 - MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

10.1 Présentation des demandes de paiement par le titulaire

Les demandes de paiement doivent correspondre aux prestations réellement exécutées et livrées à la date d'établissement de la facture. Le prestataire doit émettre les factures à terme échu.

Ces factures présenteront, distinctement, les différents éléments facturés.

- Demandes de paiement

Les demandes de paiement sont adressées, en deux exemplaires directement au Directeur de l'établissement concerné.

Outre les mentions légales, la facture devra comporter les mentions suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier.
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers.
- Le numéro de SIREN ou SIRET.
- La date et le numéro de facture.
- Le numéro de compte bancaire ou postal : IBAN/BIC (RIB fourni avec l'ATTR11).
- La désignation du site et l'adresse du service destinataire des prestations courantes et des consommables.
- La désignation et l'adresse du service en charge de la facturation.
- Le numéro du marché.
- Le numéro d'EJ (Engagement Juridique) initial du marché.
- Le numéro du bon de commande le cas échéant.
- La désignation de chacune des prestations.
- Les montants HT et TTC des prestations courantes.
- Les montants HT et TTC des prestations exceptionnelles, s'il y en a.
- Les montants HT et TTC des consommables livrés.
- Le taux et le montant de la TVA de chaque prestation.
- Le taux et le montant de la TVA de chaque consommable.
- Le montant total HT et TTC de la facture.

En cas de révision des prix, le titulaire indique le détail de la révision des prix avec le calcul des coefficients de révision, issus des formules de révision des prix.

Au cas où une partie de la prestation n'aurait pas été exécuté et livré, conformément aux dispositions du présent marché, l'UGECAM Hauts-de-France se réserve la possibilité d'en précompter automatiquement le montant sur le ou les prochains paiements.


• **Adresse de facturation**

Les factures seront transmises directement à l'établissement concerné (adresse reprise à l'article 1.5 du présent document), qui s'assurera de la réalisation des prestations conformément au CCTP.

10.2 Dispositions applicables en matière de facturation électronique

La transmission des factures par voie électronique sera privilégiée.

Une solution informatique, gratuite et sécurisée est mise à disposition du titulaire via Chorus Portail Pro afin de transmettre les factures sous forme dématérialisée. Cette application est accessible à l'adresse suivante :

	Lien vers portail d'accès
Lien portail Chorus Pro	https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1

Les modalités de dépôt sont précisées par l'établissement lors de la réunion de lancement du marché.

Établissements	Localisation	SIRET
Centre Antoine de St Exupéry	VENDIN-LE-VIEIL	423 628 262 00093
MAS « Les Hélianthès	VENDIN-LE-VIEIL	423 628 262 00176
Clinique Le Ryonval	SAINTE-CATHERINE LES ARRAS	423 628 262 00085
EAM La Juvènerly	SAINTE-CATHERINE LES ARRAS	423 628 262 00192
EANM La Juvènerly	SAINTE-CATHERINE LES ARRAS	423 628 262 00077
ESRP & ESPO La Molliere	BERCK SUR MER	423 628 262 00101
Centre Lillois de Réadaptation et Préorientation	LILLE	423 628 262 00069
UEROS	LILLE	423 628 262 00226

EHPAD LES MAISONS BLEUES – Résidence Dampierre	ROUBAIX	423 628 262 00168
EHPAD LES MAISONS BLEUES – Résidence La Rose May	MARCQ-EN-BAROEUL	423 628 262 00200
EHPAD LES MAISONS BLEUES – Résidence La Verderie	HAUBOURDIN	423 628 262 00218
EHPAD Résidence des Pays de Somme	WOINCOURT	423 628 262 00150
Direction Régionale	LILLE	423 628 262 00234
CRF Saint Lazare	BEAUVAIS	423 628 262 00044
DITEP AISNE	COMPIEGNE	423 628 262 00127
DITEP OISE	COMPIEGNE	423 628 262 00051
VAL BLEU	VALENCIENNES	423 628 262 00184
Centre de soins dentaire de l'Artois	ARRAS	423 628 262 00341

10.2 Modalités et délai de paiement

Le paiement est effectué par virement en euros, au compte ouvert au nom du titulaire mentionné sur l'acte d'engagement.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est la Direction de l'Etablissement concerné.

Le comptable assignataire chargé du paiement est l'Agent Comptable de l'UGECAM Hauts-de-France.

- **Délai global de paiement et mode de calcul des intérêts moratoires**

Les sommes dues au titulaire, seront payées dans un délai global de **30 jours** calendaires à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires, au bénéfice du titulaire du marché, à compter du jour suivant l'expiration du délai global et jusqu'à la date de mise en paiement du principal.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

Montant du principal en TTC x (nombre de jours de retard / 365) x taux IM

10.3 Stipulations applicables aux groupements

Si l'exécution du marché est confiée à un groupement momentané d'entreprises, le destinataire de tous les bons de commande est le mandataire du groupement tel qu'identifié à l'ATTRI1.

Le mandataire accuse réception de la commande et indique par retour à l'organisme qui, du mandataire ou de chaque cotraitant désigné à l'ATTRI1, a été désigné par le groupement pour assurer l'exécution des prestations objet du bon de commande.

Dans le cas où le mandataire n'effectuerait pas cette formalité dans un délai de dix jours ouvrés à compter de la date d'émission du bon de commande, il sera considéré que l'exécution des prestations est assurée par le mandataire.

Les acomptes et paiement prévus sont versés au mandataire solidaire du groupement.

ARTICLE 11 - OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION – DÉCISIONS APRÈS VÉRIFICATION

11.1 Vérifications

Les opérations de contrôle, de vérification et d'admissions des prestations sont effectuées conformément aux dispositions des articles 22, 23, 24 et 25 du CCAG FCS.

L'établissement se réserve la possibilité de réaliser des contrôles en cours d'exécution du marché. Ces contrôles pourront porter sur le respect des engagements contractuels souscrits par le titulaire ou de ses obligations légales et réglementaires.

11.2 Admission

Suite aux vérifications, et par dérogation aux articles 25.1 du CCAG FCS, le visa du pouvoir adjudicateur certifiant le « service fait » sur le certificat pour paiement annexé à chaque facture vaudra décision expresse d'admission sans réserve des prestations effectuées. Les décisions de réfaction, d'ajournement ou de rejet dont prises dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG FCS.

11.3 Rejet des prestations

Conformément à l'article 25 du CCAG – FCS, en cas d'inexécution partielle ou totale du titulaire, il pourra être appliqué une réfaction sur le prix facturé. Cette réfaction sera alors calculée proportionnellement à l'ampleur de l'inexécution constatée.

En cas de carence totale ou partielle du titulaire, il est procédé à l'application des pénalités prévues à au point 9.1 du présent CCAP et, le cas échéant, à une commande auprès d'un autre prestataire aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 12 – CONDITIONS D'ACCES AUX BATIMENTS

Le titulaire est informé des modalités d'obtention des autorisations d'accès aux locaux par la Direction de l'établissement.

Modalités d'obtention des autorisations d'accès aux établissements :

Dès notification du marché, le titulaire doit fournir à l'établissement une photocopie recto/verso de la pièce d'identité en cours de validité. A défaut de présentation de ce document, les intervenants ne peuvent accéder dans les établissements.

ARTICLE 13 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

En cas de défaillance du titulaire à exécuter les prestations objet du marché, l'administration pourra faire procéder par un tiers à leur exécution, aux frais et risques du titulaire, en application de l'article 36 du CCAG-FSC.

ARTICLE 14 - PLAN DE PROGRES

Le titulaire s'engage en tant qu'expert et conseiller sur le marché à proposer un plan de progrès tout au long du marché pour améliorer les performances de la prestation :

- Propositions et solutions quant aux aménagements de toute nature à effectuer pour déboucher sur une plus grande efficacité de la prestation tout en préservant ou améliorant la qualité des prestations ;
- Propositions et solutions quant à une meilleure prise en compte du RSE dans l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur effectuera régulièrement et au moins une fois par an une évaluation globale des prestations réalisées afin de détenir avec le titulaire les améliorations à apporter le cas échéant. Le titulaire devra, sur la base de ce constat définir un plan de progrès sur lequel il s'engagera. Ce plan de progrès comportera toutes les informations nécessaires (moyens affectés, délais de mise en œuvre ...) pour répondre aux objectifs fixés.

De même, il veillera à la prise en compte de l'hygiène et de la sécurité à tous les niveaux du marché, conformément aux dispositions réglementaires applicables. Le titulaire du marché devra rechercher continuellement l'amélioration dans ce domaine.

De plus, ce plan de progrès sera l'occasion pour le titulaire de faire bénéficier le pouvoir adjudicateur de son expertise sur les prestations du marché. Ces plans de progrès sont à produire au minimum une fois par an, et dans un délai de 4 mois avant la date d'échéance du marché.

ARTICLE 15 - GESTION ET SUIVI DU MARCHÉ

15.1 Interlocuteurs du marché à la direction régionale

UGECAM Hauts-de-France
PRAP-DD
2 rue d'Iéna
CS 70004
59043 LILLE Cedex
Tél : 03.28.82.02.20

Courriel : service.marches.ug-hdf@ugecam.assurance-maladie.fr

15.2 Forme des notifications et communication

Les échanges de communication entre l'UGECAM Hauts-de-France et le titulaire peuvent être effectués par tout moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

15.3 Documents liés à l'exécution à fournir

Dans le cadre de l'exécution de la prestation, le titulaire communiquera les plannings mensuels de ses agents par anticipation, pour des raisons d'accès à l'établissement.

ARTICLE 16 - MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE

16.1 Changement et dénomination sociale du titulaire

Le titulaire doit impérativement en informer par écrit l'UGECAM Hauts-de-France et communiquer un extrait Kbis et une fiche SIREN mentionnant ce changement ainsi qu'un nouveau relevé d'identité bancaire (RIB) dans les plus brefs délais.

16.2 Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché

En cas de transfert du marché à une autre entreprise après cession de fonds de commerce, cession d'activités, fusion-absorption ou mise en location gérance, le titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais le service en charge du suivi contractuel et administratif du marché.

Prenant acte de cette demande de transfert, l'UGECAM Hauts-de-France procédera à la vérification que la société cessionnaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale.

La nouvelle entreprise devra produire les documents listés aux articles R2143-3 à R2143-15 du Code de la Commande Publique 2019 et D.8222-5 et D.8254-2 (titulaire établi en France) ou D.8222-7 et D.8254-3 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du Code du Travail, ainsi qu'un extrait Kbis, une fiche SIREN et un Relevé d'Identité Bancaire.

Suite à cette vérification, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter le marché, l'UGECAM Hauts-de-France procédera à la résiliation du marché sans indemnités ni préavis.

16.3 Cession, association, substitution, liquidation judiciaire

Le titulaire du marché ne peut céder son marché en totalité ou en partie, ni contracter une association pour son exécution sans autorisation expresse du pouvoir adjudicateur. A cet effet, il communique à ceux-ci, et sans délai, les documents juridiques décrivant les conditions dans lesquelles la cession du marché s'est produite (copie de l'Assemblée générale extraordinaire, extrait de Kbis, publications officielles de l'avis rendu par l'Assemblée Extraordinaire etc.). Toute cession, association ou substitution non autorisée sera nulle de plein droit et pourra entraîner la résiliation du marché. En cas de cession, de substitution ou d'association régulièrement autorisée, le titulaire du marché demeure garant solidairement avec le cessionnaire ou avec ses associés de l'accomplissement de toutes les clauses du marché. Au cas où une procédure de redressement judiciaire serait mise en place au bénéfice du titulaire du marché, celui-ci en informera sans délai les Pouvoirs Adjudicateurs et leur communiquera le jugement prononçant l'ouverture d'une période

d'observation. Dans l'hypothèse où, à l'issue de cette période d'observation, le Tribunal de Commerce prononcerait la liquidation judiciaire de l'entreprise titulaire du marché, son gérant en informera sans délais le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 17 – CONFIDENTIALITE

17.1 Confidentialité des données

Les données contenues dans les supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée par la loi 2004-801 du 6 aout 2004, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le titulaire du présent marché s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Le titulaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, c'est-à-dire notamment à :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché.
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché.
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales.
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du présent marché.
- Prendre toutes mesures notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traitées tout au long de la durée du présent marché.

Et en fin de marché à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, ou à restituer intégralement tous supports d'informations.

A ce titre, si le titulaire sous-traite sa prestation, les stipulations ci-dessus s'appliquent au sous-traitant. Le titulaire prendra toutes les dispositions pour que ces obligations soient respectées.

L'UGECAM Hauts-de-France se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater les respects des obligations précitées par un tiers qu'il aura préalablement agréé.

Il est rappelé que, en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

L'UGECAM Hauts-de-France pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou du non-respect des dispositions précitées.

17.2 Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le Pouvoir

Adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Pour assurer cette protection, il incombe au Pouvoir Adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

ARTICLE 18 – NANTISSEMENT

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R2191-46 à R2191-62 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 19 – ASSURANCES

Le titulaire du marché s'engage à souscrire une police d'assurance « responsabilité civile » couvrant tous les risques matériels et corporels causés aux tiers. Cette assurance doit notamment garantir les personnes, matériels, documents et produits transportés. Elle doit être effective dès le début du présent marché, être valable et régulièrement renouvelée pour couvrir toute la durée du marché. A la demande de l'établissement, le titulaire devra être en mesure de justifier de sa validité à tout moment lors de l'exécution du présent marché. Si la police d'assurance comporte une clause de franchise, l'entreprise doit prendre intégralement à sa charge les frais résultant de tout dommage. En cas de dommage lors d'un transport de matériels, si la couverture de l'assurance s'avère insuffisante, le titulaire s'engage à dédommager le pouvoir adjudicateur de l'intégralité du coût des dommages subis. Le matériel sera estimé à sa valeur vénale.

Le titulaire s'engage à fournir une attestation d'assurance en cours de validité, chaque année ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, et ce jusqu'à la fin du marché. À défaut de production, le marché pourra être résilié.

ARTICLE 20 – RESILIATION

20.1 Résiliation du marché

Les stipulations du CCAG-FCS relatives à la résiliation du marché sont applicables.

Néanmoins, par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le Pouvoir Adjudicateur, aucune indemnité ne sera due au titulaire.

Sans préjudice des dispositions de l'article 24 et suivant du CCAG-FCS, le marché peut être dénoncé par l'organisme à tout moment avec préavis de 3 mois. Cette dénonciation est effectuée par lettre recommandée avec avis de réception postal. La dénonciation n'ouvre droit à aucune indemnité au titulaire.

Il est rappelé que l'UGECAM Hauts-de-France pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions citées à l'article 17 du présent document.

Cet article complète les dispositions prévues au chapitre 6 du CCAG-FCS. Le marché peut être résilié de plein droit, aux torts exclusifs du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité dans le cas suivant :

- En cas d'interruption du service du titulaire pendant plus de 48 heures sans accord préalable de l'UGECAM Hauts-de-France, celui-ci pourra faire assurer provisoirement, par un tiers et à la charge du titulaire, le service dû par ce dernier à la condition expresse d'adresser à l'entreprise défaillante une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception. Si la défaillance du titulaire se prolongeait pendant plus d'une semaine à compter de la mise en demeure, l'UGECAM Hauts-de-France pourrait de plein droit exiger la résiliation pure et simple du marché.

Celle-ci sera également effective :

- Après application de 2 pénalités successives du fait des mauvais résultats mesurés par les services de l'UGEAM Hauts-de-France.
- Après 2 contrôles bactériologiques non satisfaisants.
- En cas de faute grave du titulaire résultant du mauvais comportement du personnel à l'égard des usagers.

Le présent marché pourra être résilié à tout moment par l'établissement aux torts exclusifs du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et avec exécution des prestations par un tiers à ses frais et risques jusqu'au terme prévu du marché :

- En cas de retards manifestes et répétés ;
- En cas de manquements graves et fréquents aux dispositions des cahiers des charges (notamment le fait de ne pas prévenir d'éventuels retards dans la prise en charge du patient).

Une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution aura été préalablement notifiée au titulaire par l'établissement. Si cette mise en demeure est restée infructueuse, la décision de résiliation interviendra après que le titulaire ait été informé de la décision envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

A défaut de la non communication ou de la non recevabilité des observations au regard des droits et obligations de chaque partie, ce marché sera résilié.

Le marché pourra par ailleurs être résilié pour faute du titulaire sans mise en demeure du titulaire dès lors que celui-ci perd en cours d'exécution du contrat le droit d'exercer sa profession (cas du retrait définitif de l'agrément ou des autorisations d'exercer par exemple), ou ne répond plus aux conditions d'exercice de son activité telles que définies dans les codes et textes en vigueur.

20.2 Résiliation du marché dans le cadre du dispositif d'alerte en matière de lutte contre le travail dissimulé

Si dans le cadre du dispositif d'alerte prévu par l'article L.8222-6 du Code du travail relatif à la lutte contre le travail dissimulé, le titulaire ne donne pas suite à la mise en demeure de régulariser sa situation au regard des dispositions prévues aux articles L.8221.3 à L.8221.5 du Code du travail, la personne publique pourra appliquer la pénalité prévue au point 9.1 du présent document ou résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 21 - REGLEMENT DES LITIGES

Si un différend survenait à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché, les parties s'efforceraient de le régler à l'amiable préalablement à toute action en justice.

22.1 Règlement à l'amiable

Les parties peuvent recourir à la transaction telle que définie à l'article 2044 du Code civil afin de prévenir toute contestation à naître ou de déterminer toute contestation née de la mauvaise exécution ou de l'inexécution de la prestation. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tout recours ultérieur pour le même objet.

Le Comité Consultatif du Règlement Amiable (CCRA) compétent est celui de Nancy :

Préfecture de Meurthe-et-Moselle
1, rue du Préfet Claude Érignac
54038 NANCY Cedex
Tél. : 03.83.34.25.65. (Mme Caroline PAGE, secrétariat)
Fax : 03.83.34.22.24.
Courriel : caroline.page@meurthe-et-moselle.gouv.fr

21.2 Mise en demeure

L'UGECAM Hauts-de-France met en demeure le prestataire lorsqu'il constate que celui-ci n'effectue pas la prestation commandée dans les conditions du marché. La mise en demeure s'effectue par envoi d'un courrier en recommandé avec accusé de réception assorti d'un délai de réalisation de la prestation de quinze (15) jours calendaires. Si la mise en demeure est infructueuse à l'issue de ce délai, l'UGECAM Hauts-de-France peut résilier le marché sans dommage ou intérêt.

21.3 Règlement juridictionnel

Les différends et litiges concernant l'interprétation et l'exécution du présent contrat qui ne pourraient être surmontés d'un commun accord relèveront de la compétence des Tribunaux français, seuls compétents.

En cas de litige, le tribunal du ressort de l'UGECAM Hauts-de-France est seul compétent :

TJ de LILLE
Avenue du Peuple Belge BP 729
59034 LILLE CEDEX
Tél. : 03 20 78 33 33 - Fax : .03 20 78 50 09
Mail : tgi-lille@justice.fr

ARTICLE 22 - DEROGATION AU CCAG

Hormis les dérogations du présent CCAP rappelées ci-après, le prestataire reste soumis au : Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services.

ARTICLES DU CCAP	DEROGATION AU CCAG - FCS	OBJET DE LA DEROGATION
2	4	Pièces particulières
9.1	14.1	Pénalités
13.2	25.1	Admission
21.1	33	Résiliation

ARTICLE 23 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE

Le titulaire du marché s'engage à respecter les conventions internationales du travail ci-après désignées, pour l'exécution du marché. Il s'engage à vérifier que ses sous-traitants et ses fournisseurs respectent les dites conventions :

- Sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948),
- Sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949),
- Sur le travail forcé (C29, 1930),
- Sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957),
- Sur l'égalité de rémunération (CI00, 1951),
- Concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958),
- Sur l'âge minimum (C138, 1973),
- Sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

L'UGECAM Hauts-de-France est en droit, pour l'application de la présente disposition, de demander au titulaire une attestation sur l'honneur de sa part ainsi que de celle de ses sous-traitants, prestataires et fournisseurs sur le respect de ces conventions.

Le non-respect de cet engagement soumet le titulaire à l'application des dispositions de l'article 32 du CCAG FCS.

ARTICLE 24 - DEVELOPPEMENT DURABLE

Les candidats doivent joindre une note technique spécifique à leur politique RSE et au développement durable, en joignant les justificatifs.

A l'issue de la notification, le candidat retenu se verra soumettre pour accord et signature, le Charte de partenariat Développement Durable de l'UGECAM Hauts-de-France. Cette démarche s'intègre dans le partenariat que l'UGECAM Hauts-de-France, veut initier avec ses différents fournisseurs et prestataires.



ANNEE 2025



STRATEGIE REGIONALE D'ACHATS RESPONSABLES DE L'UGECAM HAUTS-DE-FRANCE

La stratégie et le processus achat sont des vecteurs important pour développer la RSO. Le référentiel RSO de l'Assurance Maladie détermine 5 grands axes dont les axes n°3 - **Réduire notre impact environnemental** et n°4 - **Intégrer les enjeux RSO** dans la Stratégie et le processus d'Achat.

L'UGECAM Hauts-de-France prend 3 engagements pour cette année 2025 :



Issu de l'enjeu n°3 de l'axe 3 :

"S'engager en faveur de la mobilité durable"



Issu de l'enjeu n°2 de l'axe 4 :

"Contribuer par l'achat à l'insertion des personnes éloignées de l'emploi ou en situation de handicap"



Issu de l'enjeu n°4 de l'axe 3 :

"promouvoir une gestion durable des ressources"

L'UGECAM Hauts-de-France s'engage à mettre en œuvre ces actions, à en faire l'analyse et à en diffuser les résultats dans son rapport RSO annuel.

Le Directeur Général,
Sébastien LEVAVASSEUR

Dans le cadre du déploiement de sa Stratégie Régionale d'Achats Responsables, l'UGECAM Hauts-de-France s'engage sur 3 objectifs en 2025.

Fait à Lille, le 02/09/2025
Le Pouvoir Adjudicateur